



## Déclaration liminaire de l'Unsa-Education au CDEN de la Marne - 02 juillet 2026

Monsieur le Préfet, Madame l'Inspectrice d'Académie, Monsieur le président du conseil départemental, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, cher.es collègues,

Pour cet ultime Conseil départemental de l'Education Nationale de cette année scolaire dans la Marne, l'UNSA-Education souhaite attirer votre attention sur la gestion de l'épisode caniculaire, inédit en temps de classe et d'examens, que vient de traverser notre bel hexagone. Nous sommes pleinement conscients de la complexité de la situation : les services de l'Etat comme les collectivités territoriales ont dû composer avec des informations évolutives, des contraintes multiples et des compétences partagées. Il ne s'agit donc pas, pour nous, de rechercher des responsables ou de distribuer des reproches.

Pour autant, cet épisode met en lumière une difficulté récurrente : celle de **l'anticipation et de la coordination des décisions, et de leur communication**. Les personnels ont été confrontés à des messages difficilement conciliables. D'un côté, certaines collectivités annonçaient publiquement la fermeture des écoles, notamment via les réseaux sociaux dématérialisés et donc instantanés, et de l'autre, les collègues recevaient des consignes leur rappelant leurs obligations réglementaires de service.

Nous ne contestons pas celles-ci, elles nous protègent et nous obligent, mais le débat n'était pas de savoir si les personnels en avaient : il était de savoir dans quelles conditions ces obligations pouvaient être exercées **sans mettre en danger les agents et les usagers**.

Les décisions prises localement étaient justifiables par des préoccupations de sécurité liées à des locaux inadaptés à ces fortes chaleurs. Lorsque les collectivités prennent des mesures au regard de la sécurité des élèves, les personnels sont tout autant en droit d'attendre que l'employeur ait les mêmes préoccupations et ne soit pas dispensé de son devoir de protection. Nous apprécions que localement, nos organisations syndicales représentatives aient été consultées, et ce, Madame la Directrice d'Académie dès que vous avez été en mesure d'échanger sur les informations ministérielles officielles. De même, votre position sur **la protection des agents vulnérables** nous a été promptement transmise, et nous avons pu accompagner au mieux nos collègues dans leur démarche administrative.

Au-delà de l'épisode actuel, nous souhaitons rappeler ici qu'il est définitivement entendu, une bonne fois pour toute, **qu'une canicule est prévisible, durable et désormais précoce**, et ne constitue plus un événement exceptionnel. Cela appelle donc dorénavant des procédures connues, des arbitrages assumés et une communication coordonnée entre les différents acteurs. Car, à force de reporter ou de vouloir préserver toutes les options jusqu'au dernier moment, **les équipes sont contraintes de gérer dans l'urgence des situations prévisibles**.

Notre fédération le répète, **le climat de travail sur les terrains était déjà lourd, brûlant**, depuis trop longtemps, alors si en plus même la météo accentue ce phénomène, domaine sur lequel l'humain n'a aucune prise, les incendies en cours ne pourront plus être éteints, malgré la meilleure volonté mise en œuvre par les agents.



Pour ce qui est du sujet officiel qui nous réunit aujourd'hui, les ajustements des mesures de carte scolaire dans la Marne 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés, nous venons de constater que **notre école républicaine a encore prouvé qu'elle était d'utilité publique, et que celles et ceux qui la font vivre sont toujours prêts à relever tous les défis**. Nous avons su protéger, maintenir une cohésion sociale dans un contexte inédit, nous avons même poursuivi nos missions d'instruction, d'accompagnement et d'encadrement, un peu au ralenti certes... Tous les examens ont été assurés, les acteurs du terrain ont tenu bon, preuve s'il en est de la solidité de nos personnels ! Alors, pour que l'Etat ne se désengage pas face aux besoins éducatifs élevés de notre public, nous requérons qu'aucune fermeture sèche ne soit prononcée sans qu'un moyen supplémentaire ne soit alloué aux collègues, aux équipes, ou tout du moins pour la continuité de la direction d'école.

**Personne ne doit faire les frais d'un budget en-deçà des besoins**, et cela inclut les dotations, le bâti et les équipements... Nous exigeons donc que, au plus près des réalités locales, une concertation associant les autorités de l'Etat, les collectivités concernées et les directions d'écoles et d'établissements, se fixe pour objectifs d'anticiper, de sécuriser, de préserver, et de donner de l'air, à tous les niveaux !

Afin de ne pas attiser les feux qui couvent, et malgré la baisse démographique, nous demandons **des moyens justes et dignes** d'accueillir, d'instruire et d'accompagner nos élèves et leurs familles, par tous les temps et dans tous les lieux ! Car là encore, nous avons besoin de mieux respirer pour relever les défis actuels et réussir ensemble.

L'Unsa-Éducation souhaite à tous les membres du Conseil départemental des prochaines semaines plus respirables, puis des vacances estivales rafraichissantes, reposantes et ressourçantes.

Merci pour votre écoute et votre attention.